

Bataille de PISA: le dernier carré

Les polémiques autour de l'étude PISA constituent le point fort du numéro de février du journal de l'APESS, l'association des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur. La contribution de Pierre Lecherche la faute du côté des jeunes et de leurs parents et insiste sur les particularités linguistiques du Grand-Duché. Alain Wagner diagnostique une "frénésie réformatrice", alors que notre système scolaire aurait besoin de calme et de stabilité. Le Bureau de l'APESS constate que, depuis les réformes de Fischbach, la psychologie des élèves a basculé: être admis en usant de toutes les compensations est devenu "cool", tandis que les cracks sont mal vus ...

Alors que de nombreux acteurs ont compris que l'école du 21e siècle ne peut pas ressembler à celle du 19e, l'APESS semble opter pour un "En arrière toute". L'article de Raymond Schaack, "Zéro pointé pour nos élèves", résume cet état d'esprit de manière involontairement satirique: on a ouvert le secondaire classique aux paresseux, on a aboli ou émaculé les examens, on a allégé les programmes. Et il se souvient avec attention des jeunes filles auxquelles il donnait à lire six livres par trimestre: celles-là auraient réussi aux épreuves PISA, il en est sûr.

Alternative zur individualisierten Rente?

Die Aussicht, das grüne Modell der individualisierten Rente könnte - wie bei den Rententischgesprächen anvisiert - tatsächlich diskutiert werden, beunruhigt die a.s.b.l. Famill 2000 offenbar weiterhin sehr. Auf ihrer Hauptversammlung am 6. Februar stellte Famill 2000 ein Konzept vor, das sie in Zusammenarbeit mit ihren Mitgliedern erstellt hat. Unter ausdrücklichem Vorbehalt des Weiterbestands der abgeleiteten Rechte fordert Famill 2000 Maßnahmen, die für Voll- und Teilzeit Hausfrauen/-männer rentenaufbauend sein sollen.

Es gelte, so heißt es in einer Pressemitteilung, Rentenabsicherungen zu bieten, die dem Risiko Scheidung entgegen treten. Dies soll einerseits auf der Grundlage der Babyjahre geschehen: Famill 2000 verlangt vier Jahre pro Kind. Desweiteren soll die Erziehungszulage auf die gesamte Schulpflicht ausgeweitet und beitragspflichtig werden. Der erwerbstätige Partner soll verpflichtet werden, Rentenansprüche an den zu Hause erziehenden Elternteil zu übertragen. Diese könnten allerdings nur im Scheidungsfall geltend gemacht werden. Mit dieser Splitting-Regelung trügen die Ehepartner gemeinsam das Risiko Scheidung. Laut Famill 2000 würden in diesem Modell keine Mehrkosten für die Familie entstehen.

Vom Dorf zur Vorstadt

Der relativen Planlosigkeit in Sachen Entwicklung des Süd-Westens der Hauptstadt will das amtierende DP-CSV-Schöffenkollegium ein Ende bereiten. Damit könnte es aber auch mit dem eher beschaulichen, dorfartigen Charakter des Vorortes Cessingen vorbei sein. Neben neuen (Umgehungs-)Straßen sehen die Pläne auch Eisenbahntrassen und vor allem eine dichtere Bebauung vor. Der lokale Interessenverein spart denn auch nicht mit Kritik in Richtung Schöffenrat und wirft den Verantwortlichen Verstöße gegen das geltende Baureglement vor. Bürgermeister Helminger erklärte gegenüber der woxx, dass er die Bedenken der AnrainerInnen durchaus nachvollziehen kann, es ginge aber auch um eine möglichst kontinuierliche, nachvollziehbare Entwicklung der Stadt. Diese könne sich eine derart extensive Bebauung, wie sie vielfach in Cessingen anzutreffen sei, nicht mehr leisten. "In Cessingen wird es eine andere Lebensqualität geben", so Helminger, der allerdings nicht mit dem Brecheisen vorgehen will. Am Montag will die Gemeinde gegen 18.30 Uhr in einer Bürgerversammlung im Cessinger Kulturzentrum ihre vorläufigen Pläne vorstellen. Dann wird sich zeigen, wie explosiv die Stimmung "am Duerf" wirklich ist.

STUPEFIANTS

Avec ou sans base légale?

Le premier ministre vient d'annoncer la création d'un local d'injection d'héroïne comme on en réclame depuis longtemps.

(rw) - En janvier, le Gouvernement en conseil s'est penché à deux reprises sur le sujet de la toxicomanie. Et le premier ministre a annoncé qu'un nouveau règlement grand-ducal permettrait maintenant l'installation d'une "Fixerstube", donc d'un local agréé pour l'injection de drogues. Le gouvernement aurait déjà fait les démarches pour l'achat d'une maison à Hollerich où serait installé ce centre.

Voilà qui est une bonne nouvelle, même si le Gouvernement a pris son temps à transposer par cette mesure un souhait exprimé à plusieurs reprises par la Chambre. Et le Luxembourg sera ainsi, après la Suisse, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Allemagne et prochainement la Belgique un des retardataires européens à se doter d'une telle structure qui s'intègre dans le concept de "harm reduction" en politique de la toxicomanie.

Projet sans base légale?

Mais comment fonctionnera ce projet dans la pratique? Les informations sont encore rares et parfois même contradictoires. Ainsi, lorsqu'en décembre, la commission spéciale "stupéfiants" du parlement, s'était réunie pour se voir présenter le projet de règlement grand-ducal en question, le fameux local pour injection n'était pas évo-

qué dans le texte, pas plus d'ailleurs que la distribution contrôlée d'héroïne (voir woxx n° 618). La consternation était grande lorsque le représentant du gouvernement a expliqué que le projet de règlement en fait ne visait pas les locaux d'injection, mais seulement les programmes de méthadone, les "Fixerstuben" n'étant prévues que dans le cadre de projets pilotes.

A lire le règlement grand-ducal finalement adopté le 30 janvier, on constate que la distribution contrôlée d'héroïne a bien fait son entrée dans le texte, sous forme de dérogation au caractère limitatif des programmes de substitution classique à la méthadone. Mais si les fameux centres d'injection ne sont pas prévus dans le nouveau règlement, comment un tel centre pourra-t-il fonctionner en pratique? Selon les explications du représentant du Gouvernement au cours de la réunion mentionnée, le règlement pourrait être adapté le moment venu. Une démarche quelque peu étonnante puisque tout changement d'un règlement grand-ducal engendre la même procédure qu'un nouveau règlement.

Une question de confiance

Tom Schlechter, responsable du service Abridado, essaie de mettre un peu de lumière dans l'affaire: "En fait, ce qui a été

décidé, c'est d'abord la création d'un foyer de nuit pour toxicomanes, dont nous allons assurer le fonctionnement. C'était toujours notre demande prioritaire. Mais dans ce cadre, il est bien sûr envisageable que soit également installé un centre d'injection, éventuellement dans une deuxième phase."

Le plus grand danger que pourrait encourir le projet d'un local d'injection serait celui de la clientèle ne prenne pas confiance dans l'offre proposée. Le système des locaux d'injection part du principe que le/la toxicomane apporte son héroïne - achetée au marché noir - pour la consommer dans des conditions hygiéniques et dans un cadre d'assistance médico-sociale. Comment se comporteront donc les forces de l'ordre sachant que les toxicomanes qui fréquentent le local d'injection sont en possession de drogues illicites? Ne vaudrait-il pas mieux clarifier cette question épineuse par un texte légal? Tom Schlechter est optimiste: "A l'étranger, ce problème a toujours été résolu par un gentlemen's agreement entre parquet, police, ministères et associations gérant les locaux. Je suppose qu'on va procéder de la même façon." Fin février, la commission spéciale "stupéfiants" a rendez-vous avec une délégation du "groupe de concertation forces de l'ordre - services d'aide aux toxicomanes". Gageons que le sujet des locaux d'injection sera également à l'ordre du jour.



"Fixerstube" à Francfort.

NON-COMMUNAUTAIRES

Europaparlament auf konservativem Kurs

Sicherheit kommt vor den Rechten der AusländerInnen. Das findet nun auch die Mehrheit im Europaparlament, der die Kommission in ihren ausländerpolitischen Vorschlägen nicht weit genug geht.

(dw) - Nicht immer fährt das Europaparlament im Vergleich zum Rat oder zur Kommission die gemäßigte Linie. Es geht auch anders herum. Als letzte Woche der Status der so genannten Non-Communitaires oder Drittstaatenangehörigen auf der Tagesordnung stand, tat sich das Straßburger Abgeordnetenhaus mit konservativen Forderungen hervor.

Die Richtlinie der Kommission über eine langfristige Aufenthaltsgenehmigung und die Reisefreiheit für Nicht-EU-BürgerInnen müssten deutlich verschärft werden, hatte der Rechtsausschuss des Parlaments gefordert. Der Kampf gegen den Terrorismus müsse absoluten Vorrang vor den Rechten der Ausländer haben, so die deutliche Sprache des Ausschusses. Flüchtlinge und in der EU geborene Drittstaatenangehörige sollten nicht, wie im Kommissionsentwurf vorgesehen, automatisch einen privilegierten Zugang zu einem langfristigen Aufenthaltstitel erhalten. Zudem sollten fortgeschrittene Sprachkenntnisse als eine der Voraussetzungen für einen solchen Titel gelten.

Um Teil der Gesellschaft des Gastlandes zu werden, müsste man sich verständigen können, so die deutsche CDU-Abgeord-

nete Ewa Klant, da nur "aus Verständigung Verstehen und aus Verstehen erst Zusammenwachsen entsteht". Klant plädierte gar dafür, alle Antragsteller aus Drittstaaten auf terroristische Hintergründe zu überprüfen. "Eine solche Überprüfung würde der Sicherheit der Bevölkerung in der gesamten EU dienen", betonte Klant. Diese Punkte gingen jedoch der Mehrheit des Parlamentes zu weit. Als der Bericht zur Abstimmung vorlag, lehnte das Plenum es zunächst ab, die von der Kommission vorgelegte Richtlinie unter Berufung auf den Kampf gegen Terrorismus und die öffentliche Sicherheit und Ordnung zu verschärfen.

Schnellere Ausweisungen

Es sei beunruhigend, wie die Immigration mit dem Terrorismus vermischt werde, merkte die französische Sozialistin Martine Roure in der Plenardebatte an. Die Sprache sei zwar ein wichtiger Aspekt der Integration, sie stelle jedoch ein objektiv nur schwer messbares Kriterium dar. Die Mehrheit der Abgeordnete stimmte indessen für eine Verschärfung der Ausweisungsbestimmungen. Dem Kommissionsentwurf soll eine Klausel hinzugefügt werden, wonach bislang verbotene Ausweisun-

gen im Schnellverfahren zugelassen werden, wenn diese "auf der Grundlage übergeordneter Sicherheitsinteressen gerechtfertigt werden können". Die Forderung des Parlamentsausschusses, Ausweisungsverfügungen würden ihre sofortige Wirksamkeit auch dann behalten, wenn die Betroffenen rechtlich Einspruch erheben, übernahm das Plenum ebenfalls nicht.

Ilka Schröder, die im vergangenen Jahr von der Fraktion der Europäischen Grünen zur Vereinigten Linken gewechselt hatte, begrüßte es, dass eine Richtlinie die Rechte der EU- und Nicht-EU-BürgerInnen einander angleichen wolle. Allerdings, so Schröder, würden darin die Sans-Papiers, alle, "die illegalisiert in der EU leben", auch weiterhin nicht erfasst.

Wer fünf Jahre in der EU gelebt hat, sozialversichert ist und keine Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung darstellt, soll ein langfristiges Aufenthaltstitel erhalten", sagte EU-Kommissar Antonio Vitorino im Anschluss an die Debatte. Rund 20 Millionen Menschen aus so genannten Drittstaaten, die sich schon länger als fünf Jahre in der EU aufhalten, wären von der neuen europäischen Regel betroffen. Der Richtlinienentwurf wird jetzt noch einmal im Ministerrat besprochen. Die Diskussionsvorlage des Parlamentes, das sich bislang eher stärker für die Rechte der AusländerInnen in der EU eingesetzt hatte, wird Hardlinern wie dem deutschen Innenminister Otto Schily möglicherweise als Argumentationshilfe dienen können.

